

LA RIPOSTE

ÉDITION DE

Démystifions la grève générale illimitée.

Laurent Cornelissen

Il est vrai qu'une grève que nous appelons «générale illimitée» peut faire peur au premier regard. C'est pourquoi il est très important d'y réfléchir et de peser le pour et le contre réel de cette action collective. Le terme grève n'est pas très difficile à comprendre. En fait, lorsque nous faisons grève nous menaçons le gouvernement de voir toute une cohorte d'étudiant-e-s annuler leur session. Comme il ne peut économiquement se permettre de l'annuler, il se doit de répondre à nos demandes avant le moment où la reprise des cours deviendra impossible.

Une grève illimitée?

En fait, nous utilisons le terme illimitée pour signifier que personne ne peut savoir d'avance combien de temps la grève durera. Par contre, il ne s'agit pas de voter au début et ensuite, de laisser entre les mains de quelques personnes le pouvoir de décider l'arrêt de la grève. Pendant toute la durée de la grève, qu'elle dure deux ou bien six semaines, des assemblées générales seront tenues sur une base régulière où nous pourrons décider, après débats, discussions et analyses, si, oui ou non, nous voulons la continuer. Cette grève nous appartient et chaque étudiant-e peut prendre part aux décisions et aux activités.

Et ma session?

Lorsqu'il est question de grève, la peur de nombreux et de nombreuses étudiant-e-s est de voir la session s'annuler à cause de la longueur de la grève. Le gouvernement n'hésitera pas d'ailleurs à nous annoncer qu'il annulera la session si nous ne retournons pas à nos cours. Cette peur est tout à fait légitime, mais pourtant, n'a pas lieu d'être. Il faut voir le problème à l'inverse. Si nous faisons grève, c'est exactement pour lui faire peur que notre session pourrait être annulée. Il serait alors inconscient que nous ayons peur qu'advienne ce dont nous menaçons justement le gouvernement!

Et mes stages?

Une grève de cette envergure apporte de nombreuses questions. Par exemple, que se passera-t-il avec les stages qui se déroulent à l'extérieur du cégep? Et bien, ils seront maintenus. Habituellement, cette décision se vote en assemblée générale, par contre, même dans le cas où les étudiant-e-s présent-e-s auraient oublié de se positionner sur cette modalité, personne ne peut réellement empêcher les gens de maintenir leurs activités ayant lieux à l'extérieur du cégep. Chaque stagiaire prendra donc la décision individuelle d'aller ou non à ses

stages ou encore celle de s'organiser avec ses collègues pour empêcher la tenue d'un stage.

Et que ferons-nous de tout ce temps?

Le déroulement d'une grève est très varié. C'est d'abord aux étudiant-e-s en assemblées générales et aux assemblées de grévistes de décider ce qu'ils et elles veulent faire. Durant une grève, les journées sont souvent remplies de manifestations, de débats, d'occupations, de bouffe collective. Cependant, chaque grève est différente et chaque étudiant-e apporte de nouvelles idées pour faire pression sur le gouvernement.

Au final?

Et après? Cette grève semble effectivement un grand sacrifice pour nombre d'entre-nous. Pourquoi alors la faire? Et bien, cette grève pourrait permettre entre autre de bloquer une hausse des frais de scolarité de plus de 1625\$ et donc de ce coup, permettre à environ 8 000 personnes de rester ou de s'inscrire à l'université¹. Alors que la hausse est la principale revendication de cette grève, il pourrait devenir possible d'élargir d'avantage nos revendications en fonction de la grandeur de notre rapport de force. Par exemple, le programme d'aide financière aux études prévoit actuellement que 7\$ par jour sont suffisant pour nourrir une personne! Finalement, la grève nous appartient à nous, étudiantes et étudiants. Ce sera donc à nous de déterminer sa durée, son intensité et l'orientation qu'elle prendra.

La riposte

¹ Site de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

Prochaines

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

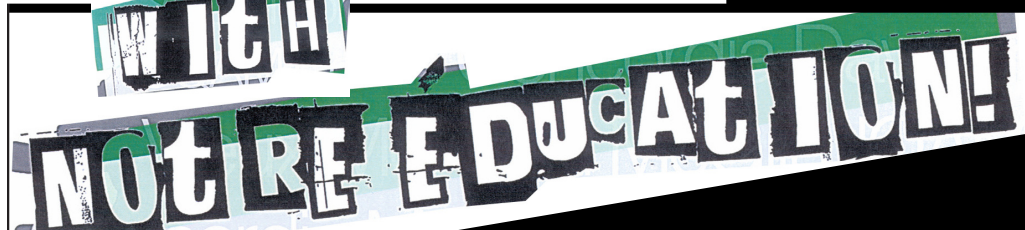
Mercredi 1^{er} février

Dès 15H30 À L'EXODE
Budget
Confirmation des dates de votes
Élections
négociation

Mercredi 8 février

Dès 12H00
Au 4.82 (cafétéria)

Plénière sur la grève générale illimitée



Manifestation conjointe du mouvement étudiant francophone et anglophone avec levée de cours prévue

2 FÉVRIER 2012

Rassemblement dans le hall d'entrée du cégep à 10h00

De la lutte politique...

Félix Généreux-Marotte

Le PLO, la CAO et le PQ pour l'économie du savoir

Se proposant en variantes d'un même cul de sac idéologique, les partis se disputant le pouvoir comptent tous sur l'éducation pour qu'elle soit le nouveau fer de lance de l'économie. Dans la société post-industrielle, la croissance doit trouver de nouvelles bases et, avec l'extension de la marchandisation, les productions scientifiques et intellectuelles deviennent de plus en plus importantes aux yeux des marchés nationaux, au sein de la concurrence internationale. Les institutions scolaires doivent alors subordonner davantage leurs activités aux intérêts des entreprises. Hausse des membres de l'extérieur sur les conseils d'administration, augmentation du financement de la recherche & développement au détriment de la recherche fondamentale, diminution de l'accès des moins nantis à l'éducation postsecondaire et subordination de l'enseignement collégial aux intérêts du marché, voilà ce que l'on met de l'avant. Alors que le gouvernement libéral propose la hausse des frais de scolarité, Legault souhaite une différenciation des coûts en fonction du programme d'étude, et le Parti Québécois, pour récupérer l'insatisfaction populaire à l'égard des politiques actuelles concernant l'éducation, nous propose une consultation des divers groupes de la société civile afin d'implanter des réformes similaires qui auront été « approuvées » par la population. Prenant chacun des chemins différents, les trois partis vont dans la même direction : celle de l'extension de la logique de marchandisation de l'éducation.

Le rôle de l'État

S'il est vrai que la politique, d'un point de vue parlementaire, est un conflit perpétuel entre groupes d'intérêts divergents, il ne faut pas perdre de vue qu'elle se fonde sur la négation du conflit social. Éclipsant le fait que la population est profondément divisée entre la masse des salarié-e-s et une minorité de propriétaires de l'économie qui « font de l'argent avec de l'argent », les bases justificatrices des démocraties libérales affirment sans ambages l'égalité de chacun, plaçant côte à côte le droit à la vie et le droit de propriété. Pour la perpétuation de l'économie capitaliste, l'État a comme rôle fondamental de maintenir l'unité de la société divisée et de s'assurer du déroulement de la croissance nécessaire à son fonctionnement. Ainsi, le parti au pouvoir, tout comme ses aspirants, veut bien évidemment accomplir son programme politique, mais a comme fonction première de maintenir la cohésion apparente de la société.

... Passons au terrain économique

Tout d'abord, bien qu'étendre la portée critique de nos revendications est nécessaire, il faut reconnaître que l'issue de la lutte consiste en une récupération par le gouvernement de notre revendication d'un gel des frais de scolarité. N'ayant pas été entendues sur le terrain politique, avec les nombreuses manifestations de notre opposition, il devient évident qu'un choix s'offre à nous : soit on continue sur ce terrain, ce qui équivaldrait à renoncer à s'opposer à la hausse, ou on s'emploie sur le terrain économique.

Avec la grève générale illimitée, qui consiste en un arrêt temporel des structures d'intégration au marché, ainsi qu'en concentrant notre action sur la perturbation économique, on en vient à jouer non contre le programme politique du parti au pouvoir, mais contre le rôle fondamental de l'État, c'est-à-dire le maintien de la paix sociale.

S'il est clair que les capacités du mouvement étudiant sont insuffisantes pour réaliser une alternative à l'ordre économique, il nous est toutefois possible d'orienter nos actions vers une déstabilisation de celui-ci. Avec la grève générale illimitée, qui consiste en un arrêt temporel des structures d'intégration au marché, ainsi qu'en concentrant notre action sur la perturbation économique, on en vient à jouer non contre le programme politique du parti au pouvoir, mais contre le rôle fondamental de l'État, c'est-à-dire le maintien de la paix sociale. Bien que le programme du gouvernement consiste en l'extension de la logique de marché, il n'hésitera pas à y renoncer si notre réaction devient néfaste à son déroulement. Cette année, si le gouvernement revient sur sa décision d'augmenter les frais universitaires, ce sera pour que la vie

normale reprenne son cours, puisque nous serions parvenus à la déstabiliser considérablement. Sans négliger la portée médiatique de nos actions, notre intention doit être portée sur la teneur réellement dérangeante de celles-ci pour qu'elles aient un impact dans le rapport de force qui nous mettra en jeu.

Ainsi, il ne faut pas croire qu'un simple vote pour la grève constituera un acte conséquent pour atteindre notre objectif. Une grève générale illimitée n'est pas suffisante à elle seule et l'engagement de chacun à son dépassement est nécessaire à sa réussite. Si le mouvement de grève doit s'organiser sur la consolidation commune de nos idées, la force du nombre reste l'aspect primordial de sa cohérence même. Ne laissons pas à notre indiffé-

rence le soin de nous déresponsabiliser de cette cause, mais questionnons-nous fondamentalement sur notre position face à celle-ci. Si nous croyons devoir s'opposer à cette hausse, le premier pas à faire est de le faire réaliser aux gens qui nous entourent. Mais encore, pour la pertinence de notre critique, il faut inscrire notre revendication dans une perspective plus large d'opposition à la logique de marché qui domine la société. Si notre agitation peut être prise en compte, c'est par la force de notre antithèse que non seulement la synthèse de la récupération nous sera la plus favorable mais que nous parviendrons à faire entendre la voix du changement social.

La riposte

Dates du prochain congrès de la CLASSE: 4 et 5 février.

Pour faire partie de la délégation de l'AGECVM, présentez-vous en assemblée générale, ou venez à l'association étudiante.

Qu'est-ce que la CLASSE?

La CLASSE (Coalition large de l'ASSÉ) est une coalition temporaire créée autour de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) afin de lutter contre la hausse des frais de scolarité et de coordonner la grève générale illimitée au niveau national qui aura lieu durant l'hiver 2012. Le but de cette coalition est donc d'ouvrir les structures de l'ASSÉ à des associations étudiantes non-membres afin de construire un mouvement large et combatif afin de bloquer la hausse.

**ENSEMBLE,
BLOQUONS
LA HAUSSE.**

www.asse-solidarite.qc.ca

Associations étudiantes ayant déjà obtenu un mandat pour tenir une grève générale illimitée:

Antropologie (AÉÉA) – Université Laval : **250 membres** / Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) : **2100 membres**
Association facultaire des étudiants en art (AFÉA-UQAM) : **4000 membres** / Association des Étudiants en Études Est-Asiatiques de L'Université de Montréal (Asso-CETASE) / Association des étudiants en Littératures de langue française de l'Université de Montréal (AELLFUM)

Association étudiante où un vote est prévu au mois de février:

Association facultaire des étudiants en sciences humaines (AFESH): 4500 membres / Association des étudiants en philosophie de l'Université de Montréal (ADÉPUM) / Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) : 7300 membres / Cégep Limoilou (AGEECL) : 5700 membres / Cégep Édouard-Montpetit (AGECEM) : 5900 membres / Cégep de Matane (AECM) : 600 membres / Cégep de Sherbrooke (AECS) : 5800 membres / Association étudiante des diplômés en histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM) / Association générale des étudiants et des étudiantes prégradués en philosophie de l'Université Laval / Association facultaire étudiante en langues et communication (AFELC-UQAM – 4300 membres) / Association générale étudiante du Cégep Régional de Lanaudière à L'Assomption (AGECRLA) / Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR) : 2650 membres / Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL) : 3500 membres / Association générale des étudiants du college de Valleyfield (AGÉCoV) : 1900 membres / Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines / Association Générale des Étudiantes et Étudiants Prégradués en Philosophie (AGEEPP-UL) : 230 membres / Syndicat étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV) : 4200 membres / L'association générale des étudiants du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (AGECSJR) / Women studies student association – Concordia (WSSA): 150 membres